

Emplois durables pour la croissance économique



EMPLACEMENTS

Partout au Canada



PUBLIÉ

Septembre 2024



COLLABORATEUR

Steven Tobin,

Conseiller stratégique au CCF

Laura McDonough,

Directeur associé de la mobilisation des connaissances au CCF

Alex Stephens,

Directeur associé, Recherche et évaluation au CCF

PERSPECTIVE CLÉ

- 1 Les compétences et les connaissances liées à l'écologie gagnent en importance dans de nombreux secteurs et professions, ce qui oblige davantage de travailleurs à se perfectionner en s'appuyant sur leurs aptitudes existantes.
- 2 Les compétences non techniques, comme la résolution de problèmes et la communication, resteront essentielles en complément des compétences liées à l'écologie et permettront aux personnes de tirer parti des nouvelles possibilités offertes par la transition vers une économie carboneutre.
- 3 Les établissements d'enseignement et de formation doivent surmonter les contraintes de capacité et intégrer les compétences et les connaissances écologiques dans un large éventail de cours et de programmes d'études existants.
- 4 Des politiques efficaces de développement des compétences et de perfectionnement de la main-d'œuvre qui répondent aux besoins et aux défis des personnes, des secteurs et des régions peuvent atténuer les inégalités et faire en sorte que tout le monde ait un accès équitable aux nouvelles possibilités qui découlent de la transition.

Le Canada subit déjà les répercussions importantes des changements climatiques, son taux de réchauffement étant deux fois plus élevé que la moyenne mondiale. Au cours des dernières années, le Canada a connu des phénomènes météorologiques plus fréquents et plus violents, allant des crues soudaines dues à de fortes pluies à la destruction causée par des tempêtes intenses et des feux de forêt persistants. Ces phénomènes ont tous des répercussions importantes sur les communautés, les économies et les populations, ainsi que sur leurs moyens de subsistance. Selon des estimations récentes, les coûts assurés des inondations de juillet 2024 à Toronto s'élèvent à près de 1 milliard de dollars et ceux des feux de forêt de Jasper, à 700 millions de dollars. En outre, les conséquences des changements climatiques ne devraient que s'intensifier si des efforts ne sont pas déployés pour passer à une économie sobre en carbone.

Des mesures sont toutefois prises pour atténuer les effets des changements climatiques et faciliter cette transformation. Dans le cadre de son engagement à atteindre la carboneutralité d'ici 2050, le Canada vise à abandonner progressivement les industries et les processus qui contribuent de façon importante à ces émissions. Un élément important de cet objectif ambitieux est le plan visant à atteindre la carboneutralité d'ici 2035.

La transition vers une économie à faibles émissions de carbone nécessitera des ajustements substantiels dans de nombreux secteurs, ce qui entraînera des incertitudes et des inégalités potentielles pour les régions et les populations. Ce changement est sur le point d'affecter de manière significative le marché du travail canadien en modifiant les niveaux d'emploi et la composition des compétences requises sur le marché du travail. En l'absence d'interventions stratégiques dans un éventail de disciplines, le Canada aura de la difficulté à minimiser les répercussions négatives sur les travailleurs et à préparer adéquatement sa main-d'œuvre à saisir de nouvelles possibilités économiques. Pour faire face efficacement à ces changements, il est essentiel de mieux comprendre l'incidence de la transformation sur les communautés et les moyens de subsistance des individus. Des efforts exhaustifs sont nécessaires pour vérifier que des mesures de soutien sont en place afin de faciliter une transition équitable et inclusive.

Ce que nous examinons

Dans le contexte des défis et des possibilités entraînés par l'écologisation de l'économie, il est important de garder à l'esprit que la majorité des projets soutenus par le Centre des compétences futures (CCF), même s'ils ne sont pas explicitement axés sur la transition verte, sont conçus pour aider les travailleurs, les communautés et les entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, à s'adapter à un monde du travail dynamique et en constante évolution. Notre série sur l'état des compétences a permis de tirer un certain nombre de leçons précieuses sur des sujets liés, par exemple, à la mobilité professionnelle, à l'information de pointe sur le marché du travail et à la durabilité sectorielle et communautaire, et ces leçons donnent des indications sur la manière de gérer efficacement les transitions de la main-d'œuvre et de soutenir le perfectionnement des compétences.

Toutefois, compte tenu de l'ampleur et de l'importance de la transition vers une économie carboneutre, il est nécessaire de cibler la recherche et l'innovation. Par conséquent, plus d'une douzaine de projets financés par le CCF ont été directement liés à la transition vers une économie carboneutre et ont cherché à améliorer la compréhension de la façon dont les politiques et les programmes de perfectionnement de la main-d'œuvre doivent évoluer pour soutenir les travailleurs, les secteurs et les communautés du Canada et faciliter la transition vers une société sobre en carbone.

Données probantes sur les besoins de perfectionnement de la main-d'œuvre pour l'économie verte

Le rythme rapide des changements dans les technologies et les politiques écologiques, conjugué à la dynamique changeante du marché du travail, crée un contexte difficile pour comprendre et prévoir les compétences et les titres nécessaires à l'avenir. Le manque de recherches solides et prospectives entrave les efforts visant à combler efficacement les lacunes en matière de compétences, à préparer les travailleurs à de nouveaux rôles et à garantir que les programmes d'éducation et de formation répondent aux besoins d'une économie sobre en carbone. En réponse, plusieurs initiatives de recherche ont été lancées pour aider à combler ce déficit de connaissances :

- L'Institut pour l'IntelliProsperité, le Diversity Institute et le CCF ont collaboré à un exercice de prévision intitulé Étude prospective sur l'emploi et les compétences durant la transition vers une économie carboneutre afin d'analyser l'impact que la transition vers un avenir carboneutre pourrait avoir sur l'économie canadienne, la création d'emplois et les exigences en matière de compétences dans tous les secteurs. L'exercice visait à améliorer notre compréhension des différentes voies de transformation structurelle, de redistribution des emplois et de nouvelles possibilités d'emploi, et à déterminer les compétences cruciales pour l'évolution du paysage économique associée à divers scénarios de décarbonisation.
- Le CCF a soutenu un projet du Conference Board du Canada, intitulé Cheminements professionnels verts : passer d'un emploi vulnérable à une profession à croissance rapide, qui a examiné la faisabilité et la volonté de faire passer les travailleurs de professions susceptibles d'être automatisées à des carrières à croissance rapide, en particulier dans l'économie propre. Un projet connexe, L'embauche verte : analyse de la demande de compétences écologiques au Canada, a analysé la demande de compétences vertes au Canada dans diverses régions, industries et professions.
- Le CCF a investi dans Mettre à jour les compétences pour la transition climatique du Canada, un effort de recherche de l'Academy for Sustainable Innovation et du Resilience by Design Lab. Cette initiative a adopté une approche plus générale et visait à cerner les défis et les possibilités entourant une approche pancanadienne de perfectionnement rapide pour le développement du leadership en matière d'action climatique.

Faire progresser les solutions régionales et sectorielles par le perfectionnement des compétences

Les répercussions de la transition vers une économie carboneutre varieront considérablement d'un secteur à l'autre et d'une région à l'autre. Par exemple, les secteurs émetteurs de carbone comme l'exploitation pétrolière et gazière feront face à des obstacles dans la transition vers la carboneutralité, ce qui aura des répercussions importantes sur des régions comme l'Alberta, le Canada atlantique et la Saskatchewan, ainsi que le nord du Canada, où il y a une forte concentration d'activités minières et d'extraction des ressources. De même, en Ontario, le secteur de l'automobile est susceptible de subir une transformation considérable à mesure que les fabricants abandonnent les moteurs à combustion interne. Les communautés rurales et éloignées et les régions moins diversifiées sur le plan économique, ainsi que d'autres communautés qui dépendent d'un petit nombre d'industries, pourraient subir des perturbations économiques et sociales si des mesures ne sont pas mises en place pour soutenir la transition des travailleurs et des communautés et pour créer de nouvelles possibilités économiques et d'emploi.

Pourtant, des signes indiquent déjà que les technologies émergentes associées à la transition vers la carboneutralité créent de nouvelles activités industrielles et, avec elles, des possibilités d'emploi de qualité. Les énergies propres devraient représenter 29 % du PIB énergétique total du Canada d'ici à 2030, contre 22 % en 2020. Toutefois, pour que l'industrie puisse tirer parti de ces nouvelles possibilités, une stratégie de développement de la main-d'œuvre devra accompagner les changements sectoriels. En effet, à mesure que les industries se tournent vers les sources d'énergie renouvelables et les technologies propres, la demande de compétences augmentera dans des domaines comme l'énergie solaire et éolienne, l'efficacité énergétique et le stockage de l'énergie, les véhicules électriques et les technologies de réseaux intelligents. Les stratégies relatives au marché du travail et au perfectionnement des compétences devront être élaborées en accord avec les stratégies de développement économique local. À cette fin, il est essentiel de mieux comprendre l'évolution des compétences requises pour les emplois existants et nouveaux afin d'assurer le succès de ces industries, mais aussi de soutenir les travailleurs pendant cette transition.

Cela dit, des incertitudes subsistent quant à la manière dont la composition des compétences des emplois existants et nouveaux émergera dans les différents secteurs et régions. Un certain nombre de nos projets visaient à explorer ces besoins sectoriels spécifiques :

- Le projet Building Skills for a Clean Economy du Foresight Cleantech Accelerator Centre visait à cerner les possibilités et les apprentissages permettant d'aider les travailleurs ayant des compétences transférables à passer de secteurs à risque de perturbations au secteur des technologies propres. Il visait à cerner les postes en demande et les pénuries de compétences dans le domaine des technologies propres et à trouver des occasions de perfectionner les travailleurs en vue d'une transition.
- Le projet de l'Organisation pour les carrières en environnement du Canada (ECO Canada), Development of Canada's National Occupational Standards for a Sustainable Blue Economy, visait à déterminer et à décrire les ensembles de compétences spécifiques requises pour que les travailleurs des professions à haut risque puissent s'adapter aux secteurs liés à l'économie bleue durable et y prospérer. La recherche visait à comprendre les besoins actuels et futurs en main-d'œuvre et la façon de veiller à ce que les travailleurs demeurent concurrentiels dans les économies côtières en évolution.
- Dans le cadre de son projet de recherche intitulé Les technologies agricoles émergentes et l'avenir de l'alimentation : explorer le potentiel, l'Université de la vallée du Fraser a exploré les possibilités, les défis et les considérations clés pour le développement de l'industrie de l'agriculture cellulaire, principalement en Colombie-Britannique et de manière à soutenir les transitions vers un avenir alimentaire durable.
- Une série d'initiatives menées par l'Institut pour l'IntelliProspérité visait à fournir des indications sur les besoins en compétences dans différents secteurs du pays, notamment le bois massif en Colombie-Britannique, les protéines d'origine végétale au Manitoba et en Saskatchewan ainsi que les véhicules à zéro émission et la fabrication de batteries en Ontario. L'objectif de la recherche était de fournir des renseignements aux gouvernements, à l'industrie et aux établissements d'enseignement sur la meilleure façon de soutenir les travailleurs et les communautés rurales qui dépendent des ressources.

Comment écologiser l'écosystème du développement des compétences

À mesure que nous avançons dans la transition écologique, les nouvelles compétences et connaissances liées à l'écologie deviendront une composante importante du corpus global des compétences. L'importance croissante des compétences vertes est déjà pertinente pour un certain nombre de métiers spécialisés, par exemple dans la construction, où la mise en place d'une infrastructure d'électrification et de services publics et l'adoption de normes de construction écologiques constituent des changements économiques majeurs qui seront nécessaires pour atteindre les cibles de carboneutralité. Parallèlement, l'amélioration des connaissances et de l'expertise environnementales concernant les pratiques durables sera également très utile dans l'ensemble de l'économie et sur les lieux de travail à mesure que les technologies et les pratiques écologiques s'imposeront. Un certain nombre de projets soutenus par le CCF ont étudié le rôle des compétences vertes émergentes au sein de l'écosystème plus large de développement des compétences, notamment les suivants :

- L'initiative Main-d'œuvre 2030 : Amélioration rapide des compétences pour la construction de bâtiments durables du Conseil du bâtiment durable du Canada a permis de former de nouveaux travailleurs pour l'industrie de la construction écologique. Le projet visait à faire passer les travailleurs de secteurs comme le commerce de détail et l'hôtellerie à des rôles liés à la construction écologique en révisant la conception des programmes d'études avec le soutien des partenaires de l'industrie et de l'enseignement.
- Le rapport Naviguer vers la carboneutralité : Perspectives des enseignants sur l'écologisation des programmes d'études postsecondaires, de La table ronde des affaires + de l'enseignement supérieur visait à comprendre comment les établissements postsecondaires intègrent les compétences vertes, la littératie climatique et les parcours professionnels verts dans leurs programmes; les obstacles auxquels font face les établissements d'enseignement postsecondaire; et les possibilités pour ces établissements de mieux répondre aux besoins émergents en matière d'économie verte.

Conséquences distributives de la transition

Les possibilités d'emploi créées par la transition vers la carboneutralité doivent tenir compte d'un large éventail de besoins, de priorités et de dynamiques démographiques. Les groupes traditionnellement marginalisés, notamment ceux qui risquent le plus de devoir se déplacer pour des raisons économiques (par exemple, les travailleurs âgés, les habitants des communautés rurales et isolées et les populations autochtones), doivent pouvoir bénéficier de ces possibilités afin d'atténuer les difficultés qu'ils rencontrent. En outre, les communautés isolées et marginalisées peuvent faire face à des obstacles supplémentaires en matière d'accès aux technologies propres, aux logements écoénergétiques et aux moyens de transport durables. Elles peuvent également avoir un piètre accès aux possibilités de formation professionnelle en général. Bien que certains projets du portefeuille du CCF aient pris en compte de manière explicite les groupes en quête d'équité, il reste encore du travail à faire pour mieux déterminer les mesures les plus efficaces pour que ces travailleurs et leurs communautés disposent d'un pouvoir et d'un leadership importants et significatifs dans la planification et la mise à profit de la transition vers la carboneutralité.

Ce que nous apprenons

Les exigences en matière de compétences vertes s'étendront à tous les secteurs et à toutes les professions

Malgré l'inquiétude de perte d'emplois généralisée, notre recherche a révélé que la décarbonisation devrait avoir une incidence minimale sur l'emploi dans la plupart des secteurs. En fait, l'emploi dans le cadre d'un scénario carboneutre devrait être plus élevé que dans le cadre d'un scénario à forte émission de carbone. Ainsi, malgré les inquiétudes largement répandues concernant les pertes d'emploi, nous prévoyons une hausse des emplois exigeant des compétences différentes à l'avenir. Cela s'explique en partie par le fait que de larges segments de la main-d'œuvre sont employés dans des secteurs qui ne sont pas à forte intensité d'énergie ou de gaz à effet de serre, comme le commerce de détail, la finance, les soins de santé, l'éducation et divers services, et qu'ils subiront donc moins de perturbations.

Nos recherches soulignent aussi que les exigences en matière de compétences vertes se généralisent dans toutes les professions et tous les secteurs de l'économie. Par exemple, le projet de recherche L'embauche verte a révélé qu'en 2023, le plus grand nombre d'offres d'emploi exigeant des compétences écologiques provenait du secteur des services professionnels. Les postes exigeant des compétences vertes sont très variées, allant d'agent administratif à ingénieur civil ou électricien, en passant par directeur des ventes corporatives et directeur d'affaires. De même, notre recherche sur les besoins en compétences de la main-d'œuvre dans le secteur en pleine croissance des véhicules à zéro émission de l'Ontario a révélé que la fabrication de véhicules à émission zéro dans le secteur automobile de l'Ontario exigera des travailleurs actuels qu'ils améliorent leurs compétences plutôt que de suivre un recyclage professionnel complet. L'étude a mis en évidence le fait que le processus d'amélioration des compétences est crucial pour remplir les nouveaux postes.

Les compétences non techniques seront un complément important des compétences vertes

Une leçon clé tirée de l'ensemble des projets soutenus par le CCF est le rôle crucial des compétences non techniques en complément de l'expertise technique. Les compétences non techniques sont aussi indispensables, sinon plus, que les compétences techniques dans le cadre d'une transition vers la carboneutralité. Cela ne rend pas les compétences techniques inutiles, mais souligne l'importance des profils de compétences généraux nécessaires pour les emplois dans un avenir décarbonisé.

De même, le projet Building Skills for a Clean Economy du Foresight Cleantech Accelerator Centre a révélé que les employeurs du secteur pensent que les compétences techniques sont moins essentielles à de nombreux emplois liés aux technologies propres que les « compétences générales » courantes en milieu de travail. De plus, une compréhension de base des changements climatiques et des principes de durabilité est jugée essentielle pour les employés des secteurs des technologies propres. L'accent mis sur une base de compétences fondamentales souligne la nécessité d'une main-d'œuvre bien équilibrée qui possède à la fois des compétences techniques et non techniques.

Les systèmes d'éducation et de formation doivent évoluer Pour faire face à l'évolution des compétences, tant techniques que non techniques, les établissements d'enseignement et de formation devront évoluer pour répondre aux exigences d'une économie verte. L'adaptation des programmes d'études et de formation pour y inclure des compétences et des connaissances écologiques garantit que la main-d'œuvre est préparée aux rôles émergents dans les industries durables. Nous avons soutenu un projet pilote visant à intégrer la formation aux compétences en matière de faibles émissions de carbone dans les programmes existants. Ce projet pilote a permis de réaliser d'importants gains d'efficacité dans la transmission des compétences; toutefois, les individus ont besoin de compétences et de connaissances fondamentales pour comprendre efficacement les contenus relatifs à la construction écologique et à la réduction des émissions de carbone – ce qui renforce l'importance de la littératie écologique.

Cependant, les établissements d'enseignement postsecondaire sont freinés par un manque d'agilité. Bon nombre des intervenants interrogés dans le cadre de ce projet de recherche ont décrit le processus de mise à jour des cours ou des programmes (afin d'y inclure le contenu relatif aux changements climatiques et à la durabilité) comme un processus long et bureaucratique. Les personnes interrogées ont indiqué qu'il pourrait y avoir des possibilités, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités au sein du corps professoral, de surmonter ce problème. La recherche a également révélé qu'une participation accrue des leaders étudiants à l'élaboration des programmes d'études était essentielle à la refonte de ces derniers.

De même, le projet axé sur l'[amélioration des compétences en vue de la transition climatique au Canada](#) a révélé que, malgré l'augmentation des programmes liés au climat dans les établissements d'enseignement postsecondaire et chez d'autres prestataires de services de formation, il existe peu de normes unifiées pour soutenir ces programmes. Cette lacune exacerbe l'incertitude des apprenants et des employeurs et limite la reconnaissance des diplômes entre les provinces et territoires, créant une ambiguïté entre les compétences en matière d'action climatique et les parcours de formation définis. Une approche nationale de la formation liée à l'action climatique dans l'ensemble des provinces et territoires canadiens pourrait combler ces lacunes. L'amélioration de la reconnaissance et de la transférabilité des titres permettrait de s'assurer que les compétences sont communément comprises et faciliterait leur application dans l'élaboration de programmes d'études sectoriels et de programmes de formation de durée optimale ou de courte durée. À cette fin, le projet d'ECO Canada [sur les normes nationales pour une économie bleue](#) a fourni des indications concrètes sur les normes professionnelles nationales et les profils de compétences nécessaires pour soutenir l'économie bleue durable. Le projet a mis en évidence le besoin critique d'un développement ciblé des compétences et d'une planification stratégique de la main-d'œuvre dans les secteurs émergents, ainsi que la nécessité d'adapter les programmes éducatifs et la formation de la main-d'œuvre aux besoins spécifiques des industries qui subissent des transformations technologiques et environnementales rapides.

Assurer une transition inclusive

Les différents projets ont mis en évidence le fait que certains groupes sont particulièrement vulnérables aux potentiels effets négatifs de la transition verte, par exemple les travailleurs des régions dépendantes des ressources, comme le souligne le rapport [Étude prospective sur l'emploi et les compétences durant la transition vers une économie carboneutre](#). En l'absence d'une assistance ciblée, ces groupes vulnérables risquent également de faire partie de ceux qui auront du mal à s'adapter à la transition vers une économie décarbonisée. Il est essentiel de veiller à ce que ces groupes reçoivent un soutien adéquat pour être en mesure de saisir de nouvelles occasions et de participer pleinement à l'évolution du marché du travail. En répondant à leurs besoins spécifiques et en leur offrant une formation et un soutien sur mesure, nous pouvons contribuer à atténuer les risques liés à la transition et à favoriser une économie verte plus inclusive et plus équitable.

Au-delà des compétences : l'importance des solutions locales et des solutions adaptées au milieu

Comme nous l'avons souligné plus haut, la transition vers une économie carboneutre a des répercussions importantes sur le développement de l'économie et du marché du travail, qui sont souvent spécifiques aux différents secteurs et régions. Le rapport [Cheminements professionnels verts : passer d'un emploi vulnérable à une profession à croissance rapide](#) indique que dans le contexte d'une transition verte, l'attraction des travailleurs dans les communautés nécessite une approche globale qui ne se limite pas aux compétences. Les obstacles à la transition comprennent les questions de rémunération, la sécurité de l'emploi, la volonté des travailleurs de se recycler et la disponibilité de renseignements utiles et opportuns sur le marché du travail concernant les possibilités émergentes.

Les compétences restent un élément important, mais la prise en compte de ces facteurs supplémentaires est cruciale pour créer un environnement favorable qui encourage les travailleurs à s'installer dans ces communautés et à y rester. En adoptant une vision globale, nous pouvons mieux soutenir la main-d'œuvre et favoriser un développement communautaire réussi, conforme à nos objectifs environnementaux.

Pour relever efficacement ces défis, il est essentiel d'adopter des approches axées sur l'emplacement géographique. Les enseignements tirés d'un certain nombre de ces projets ont mis en évidence le fait que la collaboration avec des partenaires locaux entraîne une compréhension nuancée des problèmes uniques rencontrés par chaque communauté et facilite l'élaboration de solutions sur mesure. En se concentrant sur les besoins et les caractéristiques spécifiques des emplacements géographiques, il est possible d'élaborer des stratégies plus efficaces pour favoriser une transition en douceur. Prenons l'exemple de l'Université de la vallée du Fraser, qui a étudié [les technologies agricoles émergentes et l'avenir de l'alimentation](#). Dans le cadre de cette recherche, les partenaires du projet ont favorisé les relations entre un large éventail d'intervenants de l'agriculture cellulaire. Cela a permis d'éduquer le public, de diversifier les investissements et de favoriser une participation plus large dans l'industrie, et d'aider les intervenants à mieux comprendre comment les industries émergentes peuvent contribuer à la réalisation des objectifs environnementaux et sociaux.

★ Pourquoi c'est important

La transition énergétique entraîne d'importantes perturbations, obligeant les industries, les communautés et les individus à s'adapter à un avenir sobre en carbone. Ce changement modifie fondamentalement le paysage du perfectionnement de la main-d'œuvre, car les travailleurs qualifiés sont essentiels pour stimuler la croissance dans l'économie verte émergente. Il sera essentiel de mettre davantage l'accent sur le développement des compétences pour favoriser l'émergence d'une main-d'œuvre capable de naviguer et de s'épanouir dans une économie durable, contribuant ainsi à la résilience environnementale et économique à long terme.

Dans le même temps, les secteurs, les régions, les communautés et les travailleurs susceptibles à des perturbations auront besoin d'aide pour faire face à ces changements. Il est essentiel d'offrir aux travailleurs des possibilités de recyclage efficaces, non seulement pour les perspectives de carrière individuelles, mais aussi pour favoriser la croissance des communautés, permettre la croissance de nouveaux secteurs et contribuer à la stabilité économique et à la croissance durable. Les établissements d'enseignement et de formation jouent un rôle clé à cet égard en actualisant leurs programmes pour tenir compte de l'évolution des exigences de l'économie verte et en veillant à ce que la prochaine génération de travailleurs soit dotée des compétences nécessaires.

La mise en œuvre efficace de la transition verte nécessite une meilleure coordination entre les principaux intervenants locaux et une harmonisation des politiques entre les différentes provinces et territoires. Les orientations politiques divergentes des gouvernements fédéral et provinciaux, les réglementations obsolètes (dans certains cas) et les facteurs externes comme l'*Inflation Reduction Act* [loi sur la réduction de l'inflation] des États-Unis ajoutent à la complexité de la planification du perfectionnement de la main-d'œuvre.

Une adaptation réussie à l'économie verte dépend d'une planification proactive et collaborative aux échelles communautaire et régionale. Il est essentiel d'impliquer les populations autochtones, les petites et moyennes entreprises et d'autres intervenants dans les efforts de diversification économique afin de garantir que les avantages de la transition verte soient équitablement répartis. Les gouvernements et les employeurs devraient travailler ensemble pour soutenir le perfectionnement de la main-d'œuvre et l'adoption des technologies, surmonter les obstacles à l'investissement et veiller à ce que toutes les communautés puissent participer à l'économie verte et en bénéficier. Cette approche collaborative permet non seulement d'améliorer le développement économique local, mais aussi de soutenir les objectifs plus larges d'équité sociale et de durabilité environnementale.

► Prochaines étapes

Pour commencer, le CCF continuera d'améliorer la base de connaissances collectives et de renforcer la pertinence de renseignements sur le marché du travail liés à la transition vers la carboneutralité. Nous cherchons à comprendre comment les rôles professionnels et les exigences de l'industrie évoluent afin de mieux équiper les travailleurs, les communautés et les secteurs avec les compétences et les outils nécessaires pour réussir la transition vers une économie à faible émission de carbone. Cet effort continu fournira des renseignements précieux aux décideurs, ce qui leur permettra d'élaborer des solutions éclairées aux défis de la transition vers la carboneutralité.

En même temps, pour gérer efficacement les répercussions futures de la transition vers la carboneutralité, il est essentiel de renforcer le dialogue local et régional et d'aider les divers intervenants à élaborer des stratégies globales et à travailler à la mise en œuvre de solutions durables. Le renforcement de la communication et de la collaboration entre ces acteurs sera une priorité et contribuera à faire en sorte que les initiatives mises en œuvre soient adaptées aux besoins locaux des divers intervenants.

Enfin, nous nous engageons à établir des partenariats avec des organisations de premier plan qui tracent des voies viables pour que le Canada atteigne ses objectifs de carboneutralité. Ces collaborations permettront de suivre les progrès et d'établir les pratiques exemplaires. Dans ce contexte, l'un des principaux rôles du CCF, en tant que rassembleur national, est de réunir ces divers acteurs afin qu'ils abordent ensemble les enjeux émergents et facilitent le transfert de connaissances entre les régions et les communautés. Cette approche permettra d'éviter le cloisonnement et d'assurer l'intégration des divers points de vue et stratégies nécessaires à une réponse globale et efficace à la transition verte. Enfin, une perspective pancanadienne permettra de partager les stratégies et les innovations réussies et de les adapter aux différents contextes.

Projets CCF inclus

Smart Prosperity Institute, Étude prospective sur l'emploi et les compétences durant la transition vers une économie carboneutre

Le Conference Board du Canada, Cheminements professionnels verts : passer d'un emploi vulnérable à une profession à croissance rapide

Le Conference Board du Canada, L'embauche verte: Analyse de la demande de compétences écologiques au Canada

Academy for Sustainable Innovation, Renforcement des capacités pour fixer le cap en matière de changement climatique

Centre Foresight Cleantech Accelerator, Compétences pour une économie propre

ECO Canada, Development of Canada's National Occupational Standards for a Sustainable Blue Economy

University of the Fraser Valley, Les technologies agricoles émergentes et l'avenir de l'alimentation : explorer le potentiel

Canada Green Building Council, Workforce 2030: Rapid Upskilling for Green-Building Occupations

Business + Higher Education Roundtable, Naviguer vers la carboneutralité : Perspectives des enseignants sur l'écologisation des programmes d'études postsecondaires

Institut pour l'intelliProspérité

- Besoins en compétences pour la production et l'adoption de bois massif en Colombie-Britannique
- Besoins en compétences de la main-d'œuvre dans le secteur en pleine croissance des véhicules à zéro émission de l'Ontario
- Besoins en compétences de la main-d'œuvre de l'industrie croissante des protéines d'origine végétale au Manitoba et en Saskatchewan

Vous avez des questions sur ce rapport ? Contactez-nous communications@fsc-ccf.ca.

How to Cite This Report

Tobin, S., McDonough, L., Stephens, A. (2024) Project Insights Report: State of Skills: Sustainable jobs for economic growth. Toronto: Future Skills Centre. <https://fsc-ccf.ca/projects/sustainable-jobs-for-economic-growth/>

Funded by the
Government of Canada's
Future Skills Program



Ce rapport a été produit sur la base de projets financés par le Centre des compétences futures (CCF), avec le soutien financier du gouvernement du Canada. Les opinions et interprétations contenues dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

© Copyright2024 – Future Skills Centre / Centre des Competences futures